

II. Les situations internationales d'enseignement supérieur et l'avenir des Humanités

*Le Résistible déclin de l'Université en Italie**

Marco FILONI

Ecole Normale Supérieure, Paris

C.I.E.P.F.C.

(Centre International d'Etude de la Philosophie Française Contemporaine)

Quelle raison d'être reste-t-il pour les Humanités, notamment pour la philosophie, qui apparaît comme plutôt étrangère à la logique du capital qui domine notre société ? Désormais, dans quelles institutions les Humanités, et notamment la philosophie, ont-elles leur place ? Ces sont les questions au cœur du Forum *Philosophie et éducation*.

Le thème est central. Mais avant de développer le rôle des humanités dans les universités en Italie, il nous faut parler de la situation académique *tout court* de ce pays qui, un temps, était appelé le « Bel-paese ».

Nous pourrions introduire le thème à l'aide d'un exemple illustrant la complexité de la situation universitaire italienne. Dans un livre qui vient de sortir consacré au monde agricole de l'immédiat après-guerre italien ¹, on trouve le récit des luttes des journaliers pour obtenir des salaires plus décents. Le cri qu'ils lançaient était le suivant : « un temps la rétribution horaire des paysans représentait la valeur d'un kilo de pain. Ne serait-il pas juste et opportun de réintroduire cette unité de mesure ? » Très bien : tentons de reproduire l'expérience réclamée par les journaliers. Aujourd'hui dans une boulangerie, un kilo de pain coûte 6,50 euros. En multipliant par 40 heures par semaine et le chiffre obtenu par 4 semaines on arrive à 1040 euros par mois. C'est exactement ce que gagnent aujourd'hui (plus précisément 1047 euros par mois) les doctorants, à savoir les étudiants qui tra-

* Nous empruntons cette expression à Livio Sichirollo, qui l'emploie dans le livre *Il resistibile declino dell'università*, éd. par G. Marotta et L. Sichirollo, Guerini, Milano 1999.

1. Guido Crainz, *L'ombra della guerra*, Donzelli, Roma 2007.

vailent à temps plein sur un projet scientifique qui les mènera au plus important des titres académiques, le doctorat de recherche. La morale est la suivante : étudie ; si tu es bon tu obtiendras ta maîtrise ; et si tu es très bon tu pourras prétendre à une rémunération comparable à celle que, en 1946, les ouvriers agricoles de Bergame n'étaient plus disposés à accepter. Cet exemple est véritablement représentatif du traitement accordé par mon pays à ses jeunes qui seront (ou mieux, devraient être) la future classe dirigeante ou professorale de l'Italie ².

Parler de la situation italienne est véritablement frustrant. L'université et la recherche se trouvent dans un état de total abandon. Les chiffres sont véritablement grotesques—et, chez nous, personne n'y fait plus attention. Voici un exemple très révélateur de cette situation: en 2008 les sommes dépensées pour acquérir les droits télévisés de retransmission du championnat de football ont été très largement supérieures aux investissements dans la recherche de base. Ceci est confirmé par le rapport 2008 de l'OCDE : *Education at a glance* ³. La dépense moyenne des pays de l'OCDE pour l'université représente en moyenne 1,5% de leur PIB contre 0,76% en Italie. Derrière nous, il n'y a que la Slovaquie et encore de justesse. Les Etats-Unis investissent dans leurs institutions universitaires 2,9% de leur PIB, le Canada 2,6% ; la Grèce, le Mexique, la Pologne, Israël, le Portugal, la Turquie, l'Estonie, le Chili : tous se placent devant nous, et certains très nettement.

Et pourtant, bien qu'on ne puisse pas affirmer que la situation universitaire italienne soit en bonne santé, force nous est de constater que très bientôt nous regretterons le temps où nous disputions à la Slovaquie la place de lanterne rouge. Car, en effet, le nouveau gouvernement italien a pris l'initiative d'une loi avec laquelle l'Université italienne a été mise sens dessus-dessous. Ces jours-ci l'information propose de très nombreux reportages sur contestations, révoltes, occupations. Et pourtant, le gouvernement ne semble pas avoir l'intention de faire marche arrière. De quoi est-il question ? Examinons la situation de plus près. Il y a une terrible crise économique, au niveau mondial. Face à cette crise, il est clair que l'Université et la recherche

2. Cf. G. Barbujani, « Il pane per la ricerca », *Il Sole 24 Ore*, 28.IX.2008, p. 47.

3. On peut le lire dans le site : <http://caliban.sourceoecd.org/upload/9608041etemp.pdf>.

ne jouent pas un simple rôle de second plan mais représentent un investissement sur le futur, ils mettent déclenchent le circuit vertueux connaissance-innovation-emploi. Barack Obama l'a déclaré ; l'Allemagne, qui a alloué 2 milliards en plus pour l'excellence dans les universités l'a compris ; ainsi que la France avec ses 10 milliards. Et comment l'Italie réagit-elle? Avec une cure d'amaigrissement pour l'Université. La loi adoptée prévoit des coupes sombres : avant tout, sur cinq professeurs et chercheurs partant en retraite, un seul sera remplacé. Cette opération, selon les estimations du gouvernement, permettra au budget de l'Etat d'économiser 456 millions d'euros en 2009, pour atteindre 3188 millions en 2012. C'est l'œuf de Colomb. Aucune nouvelle ressource. Nous ferons exactement le contraire de ce que font les autres. Bien évidemment, en n'embauchant qu'une seule personne en contrepartie de cinq départs en retraite, très rapidement il n'y aura plus assez de professeurs. Ainsi certains cours de maîtrise seront fermés, puis ce sera le tour des facultés et enfin des universités elles-mêmes. La loi prévoit cependant un raccourci : les universités qui ne réussiront plus à fonctionner pourront se transformer en instituts de droit privé. Des fondations privées vivant grâce à l'argent d'investisseurs et sponsors. Dommage que l'Italie se caractérise par la présence de PME et non de ces grandes multinationales qui ailleurs ont même, parfois, leurs propres universités ou peuvent se permettre d'investir des sommes importantes dans les universités.

Certes, il est vrai que cette loi naît de la situation déjà exécrable de notre université ; c'est la plus vieille du monde (les plus de 60 ans représentent 25% du corps enseignant contre 5% aux Etats-Unis, 12% en France et 16% en Grande Bretagne) ; les concours pour recruter les jeunes chercheurs posent un grave problème qui ne date pas d'hier, le recrutement ne se fonde presque jamais (je le répète : presque jamais !) sur le mérite mais souvent sur le mandarinat et la cooptation par ancienneté. Ailleurs, la production scientifique est évaluée et valorisée ; qui le mérite est récompensé, les autres sont pénalisés. Pas chez nous. Une telle situation a bloqué l'embauche des jeunes, arrêtant leur carrière et contraignant les meilleurs à partir à l'étranger ⁴.

4. Cf. S. Settis, « Un sistema da svecchiare », *Il Sole 24 Ore*, 11.XI.2008, p. 1 et p. 21.

C'est à se demander comment l'Italie pourra, une fois liquidées les universités et la recherche, se maintenir à flot dans une compétition internationale de plus en plus fondée sur les connaissances et l'innovation. Car, c'est là le nœud du problème. Si cette loi n'est pas modifiée en ce qui concerne les coupes dans les financements, nous construiront un futur sans personnel qualifié, sans recherche de base, sans projets innovateurs, sans structures pour la formation de haut niveau : en somme privé de tout ce sur quoi investissent les américains, les japonais, les français, les allemands, etc...

Il faudrait, en revanche, ouvrir le débat, le placer sur un plan plus élevé, celui de la signification culturelle et sociale de l'institution universitaire dans une société qui a radicalement changé de structures économiques, de composition sociale, d'objectifs culturels, de styles moraux de vie. Or, c'est le silence le plus total. C'est ce qui se produit quand une société a peu conscience d'elle-même, et donc est fragile, pauvre en mémoire historique.

La longue crise de l'université et sa fin a été provoquée par une transformation sociale radicale ; le modèle élitiste ne supporte en aucune façon, même en termes économiques, sa transformation et réforme en un modèle de masse : seule une réponse quantitative a été donnée (quand elle l'a été) au saut de qualité – et avec les résultats dont nous avons parlé plus haut.

Il est inutile, et plus encore, préjudiciable de continuer à parler, comme chez nous, de *réforme* de l'université. On réforme quelque chose qui existe et conserve une certaine vitalité, on innove au sein d'une tradition à même d'engendrer quelque développement ultérieur ; mais le modèle actuel est déjà mort et enterré. Renversé par la société moderne et industrielle, de masse, non seulement inadapté, mais justement inutile et nuisible en raison de ses exigences : le langage de la réforme est l'alibi de la mauvaise conscience d'universitaires pédants et de politiciens sans idées.

Il faut donc être « révolutionnaires » car *antiréformateurs*. On ne peut pas réformer un modèle mort et enterré. Du reste la vieille université européenne est fondée sur le modèle de Wilhelm von Humboldt datant du 19^{ème} siècle—et déjà il s'agissait de la survie d'un résidu de résidu, d'ascendance médiévale, fin de la renaissance et

jésuitique, d'une forme évanescence sans contenus réels, d'une institution qui avait peu de liens avec la société et dont la société ne savait presque rien : cette idée et ce modèle n'existent plus, ils ont pratiquement disparu de l'opinion commune du public, qui cependant en conserve toutefois de vagues images et souvenirs.

« Exigence nationale, inspiration universelle, liberté et désintéressement de et dans la recherche, solitude de la concentration et dans l'étude, instruction mais aussi formation spirituelle de l'homme » : voici ce qu'en 1810 von Humboldt proposait dans son célèbre texte : *Sur l'organisation interne et externe des instituts scientifiques supérieurs de Berlin*.

Force est d'avouer qu'il s'agit là d'un modèle important qui fut le résultat d'un débat tout aussi important : à ce dernier participèrent, parmi d'autres, Fichte, Schelling, Schleiermacher, à l'ombre du *Conflit des facultés* du cher et vieux Kant. Et naturellement de Hegel, qui soutenait les mêmes thèses en Bavière pour moderniser le vieux lycée classique de Nuremberg.

Mais nous ne pouvons pas nous arrêter là. En Italie, depuis plus d'un siècle se pose la question de savoir si la fonction de l'enseignement supérieur universitaire est la recherche créatrice et innovatrice ou l'enseignement en tant que formation à la vie active. En d'autres mots, et cela revient au même, si sa fonction est éminemment éducative ou est celle d'instrument d'instruction. Les problèmes sont toujours les mêmes—à vrai dire, il n'y a qu'un seul problème et nous arrivons toujours au même nœud, à partir de directions opposées. Le seul problème est celui de l'éducation du citoyen. C'est un fait que l'instruction telle qu'on la donne diffère dans ses buts et ses méthodes, qu'avantages et inconvénients sont différents : mais la fin est *une*, faire participer à l'héritage et à la vie de la communauté ceux qui la formeront un jour. L'instruction est nécessaire, personne n'en doute : mais ce qui manque c'est une éducation. Sans elle, parler de démocratie (dans quelque acception qu'on prenne ce mot controversé) est une dérision. « Car la démocratie disparaît la cloison entre le gouvernants et les gouvernés et par là la possibilité de réserver l'instruction 'supérieure' aux futurs maîtres de l'Etat, aux dépens de ceux qui peuvent et doivent se contenter d'un apprentissage dans les tâches partielles,

subordonnées et toujours mécaniques qui seront les leurs : dès lors chaque citoyen ‘gouverne sa vie et participe à la responsabilité de la conduite de la communauté’. Mais former des hommes et des femmes capables de choisir pour eux-mêmes, des travailler et de décider en commun avec tous les autres n’est pas une petite affaire »⁵.

Partant de ces considérations, il faut bien se rendre compte et répéter avec le philosophe napolitain Pietro Piovani que « le déclin des glorieuses et méritables institutions culturelles et pédagogiques ne témoignent pas de la fin de la civilisation, mais de son renouveau »⁶.

Dans un monde dans lequel même le plus spécialisé des scientifiques s’interroge, mais non en tant que scientifique, prouvant ainsi l’incertitude qui règne sur la signification humaine de la science, l’éternelle question sur le bien et le mal, ou autrement dit, le problème, politique, qui fut autrefois aristotélicien, du sens de l’éducation, a logiquement fait sa réapparition. Dans ce cadre, l’éducation prend une signification politique : elle est une action de socialisation et de moralisation. Sa finalité est d’amener l’individu à *penser*, et notamment à « comprendre pourquoi *ceci* est exigé—et, le cas échéant, pourquoi *cela*, qu’en fait on exige de lui, n’est pas exigible »⁷. Il s’agit de former, avec l’éducation, un individu qui, dans ses actions, tienne compte de l’intérêt universel et concret, de ce que la communauté définit comme son intérêt (par ses mœurs, règles et lois). Un individu qui se veut *social*, c’est-à-dire qui dans chacune de ses décisions et de ses entreprises, cherche à jouer son rôle social aussi bien que possible : « l’éducation est ainsi le dressage de l’animal dans l’homme. Mais ce dressage n’est pas celui d’un animal ; l’animal agira, pour autant qu’il agit selon la raison ou pour des raisons, d’après la volonté d’un autre et, s’il n’a pas toujours besoin de surveillance, il devra toujours recevoir des ordres. L’éducation de l’individu humain est un dressage dont le but dernier est de faire de l’éduqué un éducateur, éducateur de lui-

5. E. Weil, « L’idée d’éducation dans l’enseignement américain », (compte rendu du *General Education in a free Society*, Report of the Harvard Committee), *Critique*, n. 7, 1946, p. 644–652 ; repris dans E. Weil, *Essais sur la philosophie, la démocratie et l’éducation*, « Cahiers Eric Weil iv », Presses Universitaires de Lille, Lille 1993, p. 135.

6. Cf. Pietro Piovani, *Morte (e trasfigurazione ?) dell’università*, Guida, Napoli 1969.

7. Cf. E. Weil, *Philosophie politique* (1956), Vrin, Paris 1996, p. 54. et sqq.

même autant que de tous ceux qui ont besoin d'éducation »⁸.

Comme l'a admirablement bien dit Eric Weil : « la question est posée par qui a découvert la fragilité de la normalité ». Au fond, donc, comme nous l'avons vu jusqu'à présent, c'est le changement mais un changement radical que l'on ne veut pas prendre en considération tout aussi radicalement. Il suffirait de réfléchir, aussi et justement à propos de notre problème, qui est inséparable de notre tradition culturelle, à ces deux affirmations de Piovani : « N'est pas humanisme ce qui ne sait pas comprendre avec humanité les modifications changeantes de l'humain » ; « pour sauver son humanité, l'humaniste doit être prêt à sacrifier son propre humanisme »⁹.

Ces considérations peuvent paraître étrangères à notre sujet. En réalité, elles circonscrivent la tâche de l'Université, et conduisent à définir ce qu'est l'Université, ou ce qu'elle devrait s'efforcer d'être, si elle veut être plus qu'un organe administratif. Car l'Université demeure le seul lieu où les valeurs peuvent faire l'objet d'une discussion, et les finalités de l'éducation être placées au cœur de la réflexion, et même d'une réflexion passionnée. C'est Eric Weil qui nous donne une leçon sur le sens de l'éducation et de cette réflexion : « (...) cette discussion et ce dialogue interviennent entre des individus nécessairement en désaccord au départ (quel serait sinon l'objet d'une discussion ?), mais dont le but est de parvenir à un résultat commun, afin de rendre la violence superflue et par là-même inadmissible. Plus spécifiquement, ces individus désirent supprimer la violence qui naît de divergences entre des convictions aveugles, exemptes d'un quelconque examen, et jamais discutées, chacune se croyant incontestable parce qu'elle reste aveugle à tout autre mode de pensée, de sentiment et d'existence – la violence qui est celle de la politique soi-disant pragmatique, en réalité dogmatique, et qui détruit la liberté de pensée et de dialogue, et, par là-même, l'essence de l'Université »¹⁰.

Selon Weil—et pour nous aussi – les humanités deviennent ainsi le

8. *Ibid.*, p. 47–48.

9. *Ibid.*

10. Eric Weil, « Le rôle des Universités. Les humanités et l'enseignement supérieur de masse » (1973), *Commentaire*, n. 24, 1983, p. 871–79 ; repris dans E. Weil, *Essais sur la philosophie, la démocratie et l'éducation*, « Cahiers Eric Weil iv », cit., p. 148.

cœur, l'essence même de l'Université. Tout le reste, n'a de légitimité que par les humanités, « car ce n'est que là que la signification et le valeur des actions humaines peuvent faire l'objet d'une discussion et d'une tentative de définition ».

En ce cas le philosophe est très clair : « L'état d'esprit du savant, son objectivité, son désintéressement, sont admirables : ils sont absolument nécessaires si nous avons le désir d'accéder aux faits mêmes, mais 'admiration', 'désir', termes que nous avons dû utiliser, font appel à des valeurs auxquelles nous adhérons parce que nous avons déjà fait notre choix, ce choix et non un autre (qui n'aurait été ni plus ni moins 'scientifique'). C'est la valeur de la science et de l'objectivité (ou, pour reprendre une formule traditionnelle, de l'universalité et de la nécessité logique), qui constitue *notre* valeur fondamentale, notre *valeur-axiome*. Mais aucun système n'est en mesure de prouver la validité de ses propres axiomes, puisque chaque preuve qu'il donne découle de ces mêmes axiomes. La véritable tâche de l'Université devient alors de comprendre ce qu'implique et exige notre choix. Tel a été l'objet de la philosophie et de l'histoire—l'histoire en tant qu'analyse de ce que nous sommes, autant qu'analyse du comment et du pourquoi nous sommes devenus ce que nous sommes, et la philosophie en tant qu'effort sans trêve pour nous connaître nous-mêmes, parvenir à définir ce que nous pensons réellement être et ce que nous souhaitons être. C'est là que l'homme n'est plus objet de recherche, mais devient sujet de décision et de réflexion. Là où la théologie a été détrônée, et là où elle n'a jamais exercé aucun empire, seules les humanités se sont interrogées—et ont été en mesure de le faire—pour savoir s'il était bon pour l'homme de rechercher la maîtrise de la nature matérielle, de courir après la richesse, de créer la science, l'art, ou quoi que ce soit que nous ayons tenté, ou puissions encore tenter de faire »¹¹.

Weil nous dit que seules les humanités sont capables de formuler ces questions. Et il a raison ! Il faut que l'université reste le lieu où les individus apprennent la tradition et le droit de poser des questions. Personne n'a le droit, une fois installé au pouvoir, de supprimer pure-

11. *Ibid.*, p. 149.

ment et simplement tout cela. Puisque dans l'université et par son intermédiaire, nous dit encore Weil, la société pourrait découvrir sa propre nature, ses désirs, ses peurs et ses espoirs cachés, et « guérir ses maux en soignant ceux de l'université, tout comme l'université, en traitant ses véritables problèmes en profondeur, pourrait aider à résoudre ceux de notre société. Tout ceci paraît sans aucun doute quelque peu paradoxal et prétentieux. Mais là où notre santé morale et intellectuelle est en cause, la reconstruction doit se faire à partir du sommet et non de la base, à partir de la pensée et à partir du lieu où la pensée a, ou devrait avoir, sa demeure, à partir d'une université renouvelée »¹².

En Italie il faudrait méditer sur tout cela. Nous sommes en train de jeter à la poubelle un patrimoine culturel accumulé pendant des siècles. Bientôt pour les esprits les plus fins des nouvelles générations il n'y aura même plus ce kilo de pain par heure qu'une Italie nettement plus pauvre que la nôtre destinait à ses paysans sans terre.

12. *Ibid.*, p. 156.